

**EVIDENCE**

OTTAWA, Thursday, March 24, 2022

The Standing Senate Committee on Agriculture and Forestry met with videoconference this day at 9:01 a.m. [ET] to study Bill S-222, An Act to amend the Department of Public Works and Government Services Act (use of wood); and, in camera, to consider a draft agenda (future business).

**Senator Robert Black (Chair)** in the chair.

[*English*]

**The Chair:** Honourable senators, I call to order this meeting of the Standing Senate Committee on Agriculture and Forestry.

Before we begin, I would like to remind senators and witnesses to please keep your microphones muted at all times unless recognized by name by the chair. Should any technical difficulties arise, particularly in relation to interpretation, please signal this to the chair or the clerk, and we will work to resolve the issue. If you experience any other technical difficulties, please contact the ISD service desk through the telephone number provided.

The use of online platforms does not guarantee speech privacy or that eavesdropping will not be conducted. As such, while conducting committee meetings, all participants should be aware of such limitations and restrict the possible disclosure of sensitive, private and privileged Senate information. Senators should participate in a private area and be mindful of their surroundings so that they do not inadvertently share any personal information or information that could be used to identify their location.

With that, good morning. I would like to begin by welcoming members of the committee, our witnesses and those watching this meeting on the web. My name is Robert Black, senator from Ontario and chair of this committee. I would like to introduce members of the Agriculture and Forestry Committee who are participating in this meeting, starting with our deputy chair Senator Simons. We also have Senator Cotter, Senator Deacon, Senator Klyne, Senator Marwah, Senator Mercer, Senator Oh, Senator Petitclerc, Senator Quinn and Senator Wetston.

Today, the committee is continuing its study of Bill S-222, An Act to amend the Department of Public Works and Government Services Act (use of wood), which was referred to this committee on December 9, 2021.

It is my pleasure to introduce our witnesses today. I would like to welcome Jerome Pelletier, Vice President, Sawmills Division, from J.D. Irving, Limited; and Derek Nighbor, President and

**TÉMOIGNAGES**

OTTAWA, le jeudi 24 mars 2022

Le Comité sénatorial permanent de l'agriculture et des forêts se réunit aujourd'hui, à 9 h 1 (HE), avec vidéoconférence, pour étudier le projet de loi S-222, Loi modifiant la Loi sur le ministère des Travaux publics et des Services gouvernementaux (utilisation du bois), et à huis clos, pour étudier un projet d'ordre du jour (projets futurs).

**Le sénateur Robert Black (président)** occupe le fauteuil.

[*Traduction*]

**Le président :** Chers collègues, je déclare ouverte la présente séance du Comité sénatorial permanent de l'agriculture et des forêts.

Avant de commencer, je voudrais rappeler aux sénateurs et aux témoins de garder leur microphone désactivé en tout temps, à moins que la présidence vous accorde la parole. Si des problèmes techniques surviennent, particulièrement au sujet de l'interprétation, veuillez en aviser la présidence ou la greffière, et nous nous emploierons à résoudre le problème. Si vous éprouvez d'autres difficultés techniques, communiquez avec le Centre de services de la Direction des services d'information au numéro qui vous a été fourni.

Lors de l'utilisation de plateformes en ligne, rien ne garantit la confidentialité des propos ou l'absence d'écoute illicite. Par conséquent, pendant les séances de comité, tous les participants doivent être au fait de ces limites et éviter la divulgation possible de renseignements délicats, privés ou protégés du Sénat. Les sénateurs doivent prendre part à la séance dans un endroit privé et porter attention à leur entourage afin de ne pas divulguer par inadvertance des renseignements personnels ou des informations permettant de savoir où ils se trouvent.

Cela étant dit, bonjour à tous. Je voudrais tout d'abord souhaiter la bienvenue aux membres du comité, aux témoins et aux personnes qui regardent la séance sur le Web. Je m'appelle Robert Black, sénateur de l'Ontario et président du comité. Je voudrais présenter les membres du comité qui participent à la séance, en commençant par notre vice-présidente, la sénatrice Simons. Nous avons aussi le sénateur Cotter, le sénateur Deacon, le sénateur Klyne, le sénateur Marwah, le sénateur Mercer, le sénateur Oh, la sénatrice Petitclerc, le sénateur Quinn et le sénateur Wetston.

Le comité poursuit son étude du projet de loi S-222, Loi modifiant la Loi sur le ministère des Travaux publics et des Services gouvernementaux (utilisation du bois), qui lui a été renvoyé le 9 décembre 2021.

J'ai le plaisir de vous présenter maintenant nos témoins aujourd'hui. Nous accueillons Jérôme Pelletier, vice-président, Division scieries, de J.D. Irving, Limited; et Derek Nighbor,

CEO, Forest Products Association of Canada. Gentlemen, thank you for joining us today. We will begin with opening remarks, which will be restricted to five minutes in length. We begin with Mr. Pelletier, followed by Mr. Nighbor.

**Jerome Pelletier, Vice President, Sawmills Division, J.D. Irving, Limited:** Good morning, everybody. I would first like to thank the committee for allowing me to present this morning.

I would like to start by providing the committee with a little bit of background on how the use of wood fibre — like lumber, wood panels and engineered wood products — has evolved in Canada over the last two decades. It is important that we start with that as it may allow the committee to better capture the opportunity for increasing the use of wood in new construction in Canada.

Historically in the country, standard two-by-four and two-by-six dimensional lumber, as well as four-by-eight veneer and OSB panels, were the most common uses of wood products in new buildings in Canada. They were normally or historically used for framing houses and also to build four-storey apartment buildings.

Through several years of research and development conducted jointly between solid-wood industry stakeholders, the Canadian Wood Council, FPInnovations and others, we in Canada are now able to build tall buildings with wood. A tall building is defined as a building that is over six storeys. We are now able to use only wood products for the erection of infrastructure like a 12-storey office building or apartment buildings. We can also build large recreational centres like hockey rinks, hospitals and airport terminals using only wood material.

The combination of wood products, like cross-laminated timber and glulam beams, allow Canadian engineers and architects to replace the use of other building materials that may have a larger carbon footprint when it is manufactured with natural, 100% renewable, made-in-Canada solid-wood products. Canadian construction codes now have provisions that certify cross-laminated timber and glulam products for Canadian construction, taking into account seismic and fire code requirements.

For several builders and developers in the country, it is a new way to build, so education and training have to be provided in order to learn and apply the new ways of how to use wood

président et chef de la direction, de l'Association des produits forestiers du Canada. Messieurs, je vous souhaite la bienvenue et vous remercie d'être avec nous. Nous allons commencer par les déclarations liminaires, qui sont limitées à cinq minutes. Nous commençons par M. Pelletier, suivi de M. Nighbor.

**Jérôme Pelletier, vice-président, Division scieries, J.D. Irving, Limited :** Bonjour à tous. J'aimerais d'abord remercier le comité de me permettre de témoigner ce matin.

Je vais commencer par donner au comité un aperçu de l'évolution de l'utilisation de la fibre de bois — comme le bois d'œuvre, les panneaux de bois et les produits de bois d'ingénierie — au Canada au cours des deux dernières décennies. Il est important de commencer ainsi afin de donner aux membres du comité une meilleure idée des possibilités qui existent pour accroître l'utilisation du bois dans les nouvelles constructions au Canada.

Historiquement, au Canada, le bois d'œuvre de dimensions courantes, deux par quatre et deux par six, ainsi que le placage de quatre par huit et les panneaux OSB étaient les produits du bois les plus utilisés dans les nouveaux bâtiments au pays. Ils étaient normalement ou traditionnellement utilisés pour la charpente des maisons et aussi pour la construction d'immeubles d'habitation de quatre étages.

Grâce à plusieurs années de recherche et développement menés conjointement par les intervenants de l'industrie du bois massif, le Conseil canadien du bois, FPInnovations et d'autres, nous sommes maintenant en mesure de construire des immeubles de grande hauteur en bois au pays. Un immeuble de grande hauteur est défini comme un bâtiment de plus de six étages. Nous sommes maintenant en mesure d'utiliser uniquement des produits du bois pour l'érection d'infrastructures comme des immeubles d'habitation ou un immeuble de bureaux de 12 étages. Nous pouvons également construire de grands centres de loisirs comme des patinoires de hockey, des hôpitaux et des terminaux d'aéroport en utilisant uniquement des matériaux en bois.

La combinaison de produits en bois, comme le bois lamellé-croisé et les poutres en lamellé-collé, permet aux ingénieurs et aux architectes canadiens de remplacer l'utilisation d'autres matériaux de construction, qui peuvent avoir une plus grande empreinte carbone lorsqu'ils sont fabriqués, par des produits en bois massif naturels, 100 % renouvelables et fabriqués au Canada. Les codes de construction canadiens ont maintenant des dispositions certifiant l'utilisation des produits de bois lamellé-croisé et de bois lamellé-collé pour la construction, qui tiennent compte des exigences du code de prévention des incendies et du code de protection contre les tremblements de terre.

Pour plusieurs constructeurs et promoteurs au pays, il s'agit d'une nouvelle façon de construire. Il faut donc qu'ils soient informés et apprennent à appliquer les nouvelles façons d'utiliser

products in tall buildings. Several experts in Canada, from Halifax to Vancouver, are trained and available to help the builders to learn how to replace concrete and steel with wood products. One of the best known organizations that can support builders and developers is Wood WORKS!, which is part of the Canadian Wood Council. They have staff from coast to coast who can help connect builders with the right resources that will allow them to use more wood in the erection of new buildings in the country.

Replacing building materials that emit large amounts of carbon or that would have a larger carbon footprint is possible if we use more wood products. I just want to simplify this. If you look at a tree, as the tree grows, it will capture CO<sub>2</sub>, or carbon, and if we're harvesting that tree and using the fibre to erect buildings, the carbon that was captured by the tree is now captured in a building for 50, 80 or 100 years to come. So not only are we replacing building materials that are emitting carbon to reduce the carbon footprint of the country, but we're also now accelerating the pace at which we can sequester carbon in our country. That's all possible with sustainable forest management, which is what the industry has been doing here in Canada.

I believe I only have five minutes, so I will conclude my presentation there.

**The Chair:** Thank you very much. Now I will turn to Mr. Nighbor.

**Derek Nighbor, President and CEO, Forest Products Association of Canada:** Thank you for the opportunity to present here today. I am participating from our office in downtown Ottawa, which is on the traditional unceded territory of the Algonquin Anishinaabe people. My job is a labour of love. I was born and raised in a community best known for its junior hockey team, the Pembroke Lumber Kings. My grandpa and my dad worked on the floor of the corrugated box-making plant. It's the same factory floor where I spent my summers to put myself through university. During my years working for provincial MPP Sean Conway in the Ottawa Valley, I spent a lot of time with the mills up and down the eastern Ontario highways 41, 60 and 62.

I am pleased to be here today to tell you a little bit about our story. I want to thank this committee and a number of the members of this committee who have been long-standing members and champions of our sector.

les produits du bois dans les immeubles de grande hauteur. Plusieurs experts au Canada, de Halifax à Vancouver, sont formés et à la disposition des constructeurs pour leur enseigner comment remplacer le béton et l'acier par des produits en bois. L'un des organismes les plus connus qui peut assister les constructeurs et les promoteurs est Wood WORKS!, qui fait partie du Conseil canadien du bois. Son personnel, présent d'un océan à l'autre, peut aider à mettre les constructeurs en contact avec les bonnes ressources qui leur permettront d'utiliser davantage de bois dans la construction de nouveaux bâtiments au pays.

Remplacer les matériaux de construction qui émettent de grandes quantités de carbone ou qui auraient une plus grande empreinte carbone est possible si nous utilisons plus de produits du bois. Pour le dire simplement, au fur et à mesure qu'un arbre croît, il capte du CO<sub>2</sub>, ou du carbone, et lorsque nous le récoltons et utilisons la fibre pour ériger des bâtiments, le carbone qui a été capturé par l'arbre est maintenant séquestré dans un bâtiment pour les 50, 80 ou 100 années à venir. Ainsi, non seulement nous remplaçons les matériaux de construction qui émettent du carbone pour réduire l'empreinte carbone du pays, mais nous accélérerons également le rythme auquel nous pouvons séquestrer le carbone au pays. Tout cela est possible grâce à la gestion durable des forêts, ce que l'industrie fait ici au Canada.

Je crois n'avoir que cinq minutes, alors je vais conclure mon exposé ici.

**Le président :** Je vous remercie beaucoup. Je cède maintenant la parole à M. Nighbor.

**Derek Nighbor, président et chef de la direction, Association des produits forestiers du Canada :** Je vous remercie de me donner l'occasion de m'adresser à vous aujourd'hui. Je participe à la séance depuis notre bureau du centre-ville d'Ottawa, qui se trouve sur le territoire traditionnel non cédé du peuple algonquin anishinabe. Mon travail est un travail d'amour. Je suis né et j'ai grandi dans une communauté surtout connue pour son équipe de hockey junior, les Lumber Kings de Pembroke. Mon grand-père et mon père travaillaient dans l'usine de fabrication de boîtes en carton ondulé qui s'y trouvait. C'est dans cette même usine que j'ai passé mes étés pour payer mes études universitaires. Pendant les années au cours desquelles j'ai travaillé pour le député provincial Sean Conway dans la vallée de l'Outaouais, j'ai passé beaucoup de temps dans les usines situées le long des autoroutes 41, 60 et 62 de l'est de l'Ontario.

Je suis heureux d'être ici aujourd'hui pour vous parler un peu de notre histoire. Je tiens à remercier le comité et les membres qui y siègent depuis longtemps et qui sont des champions de notre secteur.

In 2016, FPAC was proud to be the first major industry group in the country to launch a comprehensive sectoral plan on climate action. It was our 30 by 30 Climate Change Challenge to chart a course to help Canada achieve its Paris Agreement targets. We are blessed in Canada with over 9,000 trees for every Canadian, and our commitment to sustainable forest management means that we replace more than we take so we can keep our forests as forests forever.

An interesting fact — and a lot of people don't realize this — is that over half of our forests in Canada are actually unmanaged. Of the remaining 48% of our forested land base that is sustainably managed, today about half of that is under some kind of a conservation measure, whether it is an ecologically sensitive area or a wildlife habitat zone. So conservation is inherent to how we do forestry in Canada.

It is also important to note that for Senator Mercer and my friend Mr. Pelletier from New Brunswick, it is a little bit different. New Brunswick and Nova Scotia have a fair bit of private land forestry. But if you look across the country, the large majority of forestry — over 90% of that working forest — is on provincial Crown land, subject to provincial government laws and approvals. On top of that, the large majority of these same lands are subject to third party independent audits.

That rigour around governance is one of the many reasons why Canada is a much sought-after market for forest products and really the envy of most forested countries around the globe.

We welcome Bill S-222 as a way to bring profile to the potential of wood to help decarbonize the built environment. Globally, the built environment accounts for about 40% of global GHG emissions, and that's because of the way we chose to build through the 20th century with a heavy reliance on concrete and steel. It is the way we have long done things that got us here. This bill appropriately promotes a more innovative and open-minded approach to procurement. We welcome this call to action and this disruption.

While the concrete and steel sectors will continue to be significant contributors and are both doing some really good decarbonization work of their own, it is important that wood gets a look at the front end of building design and procurement decisions — not as an afterthought but as an equal partner to other building materials. We've already seen countries

En 2016, l'Association des produits forestiers du Canada, ou APFC, était fière d'être le premier grand groupe industriel du pays à lancer un plan sectoriel complet sur l'action climatique. Il s'agissait de notre défi « 30 en 30 » des changements climatiques servant à nous guider pour aider le Canada à atteindre ses objectifs de l'Accord de Paris. Au Canada, nous avons la chance de compter plus de 9 000 arbres par Canadien, et notre engagement envers la gestion durable des forêts signifie que nous remplaçons plus de bois que nous n'en récoltons, de sorte que nos forêts restent des forêts pour toujours.

Un fait intéressant — et beaucoup de gens ne le savent pas — est que plus de la moitié de nos forêts au Canada sont en fait non gérées. Sur les 48 % restants qui sont gérés de façon durable, environ la moitié d'entre elles font l'objet aujourd'hui d'une mesure de conservation, qu'il s'agisse d'une zone écologiquement sensible ou d'une zone d'habitat faunique. La conservation fait donc partie intégrante de la façon dont nous pratiquons la foresterie au Canada.

Il est également important de noter que dans les provinces où habitent le sénateur Mercer et mon ami, M. Pelletier, la situation est un peu différente. En effet, le Nouveau-Brunswick et la Nouvelle-Écosse ont une bonne part de forêts privées. Mais si vous regardez dans l'ensemble du pays, la grande majorité des forêts — plus de 90 % des forêts fonctionnelles — se trouvent sur des terres publiques provinciales, soumises aux lois et aux approbations du gouvernement provincial. De plus, la grande majorité de ces mêmes terres sont soumises à des vérifications indépendantes par des tiers.

Cette rigueur en matière de gouvernance est l'une des nombreuses raisons pour lesquelles le Canada est un marché très recherché pour les produits forestiers et fait l'envie de la plupart des pays forestiers du monde.

Nous accueillons le projet de loi S-222 comme un moyen de mettre en évidence le potentiel du bois pour aider à décarboniser l'environnement bâti. À l'échelle mondiale, l'environnement bâti est responsable d'environ 40 % des émissions de gaz à effet de serre, et cela est dû au choix que nous avons fait au XX<sup>e</sup> siècle de construire en dépendant fortement du béton et de l'acier. C'est cette façon de faire depuis longtemps qui nous a menés là où nous sommes aujourd'hui. Ce projet de loi encourage à juste titre une approche plus innovante et plus ouverte en matière d'approvisionnement. Nous saluons cet appel à l'action et ce changement.

Même si les secteurs du béton et de l'acier continueront d'apporter une contribution importante au secteur de la construction et font tous deux un excellent travail de décarbonisation, il est important que le bois soit pris en compte dès le début de la conception des bâtiments et des décisions d'achat, non pas après coup, mais bien comme un partenaire égal

like Germany, the Netherlands, Switzerland and Sweden make moves to advance green-building procurement, so there are a lot of ideas and examples to draw from.

There are a couple of other global efforts to draw inspiration from. The Intergovernmental Panel on Climate Change has repeatedly referenced the forest sector's potential to make significant contributions to reducing greenhouse gas emissions when trees store carbon and when carbon is sequestered for generations in long-lived wood products in the built environment. Late last year, the Food and Agriculture Organization of the United Nations released a report entitled *Forest Products in the Global Bioeconomy*. It confirms the unique carbon, economic and self-sufficiency benefits forestry and forest products can bring to our communities and our planet.

It really comes down to what we want to build with and where we want to get those materials from. If we want to draw some inspiration domestically, I know a number of members of this committee — probably about 10 years ago or so — had the opportunity to visit the stunning Richmond Olympic Oval, and much has been learned and achieved since then. We have the University of British Columbia's Brock Commons — an 18-storey building on the UBC campus in Vancouver — Quebec City's Origine and George Brown College's Limberlost Place. Three months ago, I had the opportunity to be at the George Brown College groundbreaking and to demonstrate the carbon benefits of this mass timber building alone. One 10-storey building in the downtown core of Toronto: 15,000 cubic metres of Canadian wood storing 13,000 metric tonnes of carbon dioxide, avoiding a further nearly 5,000 metric tonnes of GHG emissions. These carbon savings are equivalent to taking roughly 4,000 cars off the road every year.

We've got about 900 mass-timber projects in Canada either completed, under way or under development. There is an opportunity for Canada to get a greater share of that pie — this market — that's expected to exceed \$16 billion globally by 2025. The four-year, \$40 million Green Construction through Wood Program launched by NRCan in Budget 2017 has been hugely beneficial. It has helped us show what we can achieve — climate resiliency, lower carbon footprint — by sourcing a product that's renewable, that we have in abundance and that will support Canadian jobs and self-sufficiency.

aux autres matériaux de construction. Nous avons déjà vu des pays comme l'Allemagne, les Pays-Bas, la Suisse et la Suède prendre des mesures pour faire progresser l'approvisionnement en matériaux de construction écologiques, et il y a donc beaucoup d'idées et d'exemples dont on peut s'inspirer.

Il y a quelques autres efforts mondiaux dont on peut s'inspirer. Le Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat a mentionné à plusieurs reprises le potentiel du secteur forestier à contribuer de manière significative à la réduction des émissions de gaz à effet de serre. En effet, les arbres stockent le carbone, et ce carbone est ensuite séquestré pendant des générations dans les produits en bois qui ont une longue durée de vie dans l'environnement bâti. À la fin de l'année dernière, l'Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture a publié un rapport intitulé *Forest Products in the Global Bioeconomy*. Ce rapport confirme les avantages uniques en matière de carbone, d'économie et d'autosuffisance que la foresterie et les produits forestiers peuvent apporter à nos communautés et à notre planète.

Tout dépend en fait des matériaux que nous voulons utiliser et où nous voulons nous les procurer. Si nous voulons trouver des sources d'inspiration au pays, je sais qu'un certain nombre de membres de votre comité — il y a probablement une dizaine d'années de cela — ont eu l'occasion de visiter le magnifique anneau olympique de Richmond, et beaucoup de choses ont été apprises et réalisées depuis. Nous avons la résidence pour étudiants Brock Commons de l'Université de la Colombie-Britannique — un immeuble de 18 étages sur son campus à Vancouver —, l'édifice Origine à Québec et le Limberlost Place du Collège George Brown. Il y a trois mois, j'ai eu l'occasion d'assister à la cérémonie d'inauguration des travaux au Collège George Brown et de parler des avantages carbone de cet immeuble en bois massif. Un immeuble de 10 étages dans le centre-ville de Toronto, c'est 15 000 mètres cubes de bois canadien qui stockent 13 000 tonnes métriques de dioxyde de carbone et qui évitent ainsi près de 5 000 tonnes métriques supplémentaires d'émissions de gaz à effet de serre. Ces économies de carbone équivalent à retirer environ 4 000 voitures de la circulation chaque année.

Il y a environ 900 projets de construction en bois massif au Canada, qu'ils soient terminés, en cours ou en préparation. Le Canada a la possibilité d'obtenir une plus grande part du gâteau — ou du marché —, dont la valeur devrait dépasser les 16 milliards de dollars à l'échelle mondiale d'ici 2025. Le Programme de construction verte en bois s'est avéré extrêmement avantageux. Il s'agit d'une initiative de 40 millions de dollars sur 4 ans, lancée par Ressources naturelles Canada dans le cadre du budget de 2017. Grâce à ce programme, nous avons pu montrer ce que nous pouvions accomplir — résilience aux changements climatiques, réduction de l'empreinte carbone — en offrant un produit qui est renouvelable, que nous avons en abondance et qui soutiendra les emplois et l'autosuffisance du Canada.

With 10% of Canada's wood supply now directly controlled by Indigenous peoples — and that's increasing — there is also an opportunity to advance economic reconciliation in the process.

**The Chair:** Derek, if you want to just wrap up, please.

**Mr. Nighbor:** I will wrap up by saying a couple of thank yous. I want to recognize recently retired Senator Diane Griffin for her engagement on this bill and South Okanagan—West Kootenay MP Richard Cannings who introduced the precursor of this bill in the House of Commons. I look forward to talking more during the Q&A.

**The Chair:** Thank you to both our witnesses this morning. We very much appreciate you being here. We will proceed with questions.

**Senator Simons:** Thank you to both our witnesses today. In our previous hearings, we heard from a representative of the Canadian Association of Fire Chiefs who was concerned about the fire hazard of wood construction and concerned, too, about chemical treatment of wood that might produce fumes that could be toxic to firefighters.

I wondered what you could tell me about the process by which you render this wood fit for purpose so that it is fire safe. Can you tell me if there are fire-retardant materials used that could be problematic for firefighters in the event of an emergency?

**Mr. Nighbor:** Sorry, senator, is that for me or for both of us?

**Senator Simons:** For either or both.

**Mr. Nighbor:** Maybe I can start and Mr. Pelletier can come in behind. This is complex stuff. I did read the March 3 proceedings, and I saw some of the questions around toxins and combustible versus non-combustible. I will share through the clerk a more detailed response because this gets pretty heavy technically. But in short, there are performance levels that are recognized through the building code process for both combustible and non-combustible materials. Wood burns; we know that. But the standards, mechanisms and innovations through cross-laminated timber and others are designed to ensure the safety of firefighters and people who live or rent in the building. There is a whole book of work in the broader fire safety and design space to provide at least two-hour fire resistance in terms of the built environment.

Sachant que 10 % de l'approvisionnement en bois au Canada est maintenant contrôlé directement par les peuples autochtones — et cela ne fait qu'augmenter —, nous avons également l'occasion de faire avancer la réconciliation économique en cours de route.

**Le président :** Monsieur Nighbor, je vous saurais gré de bien vouloir conclure.

**M. Nighbor :** Je terminerai en faisant quelques remerciements. Je tiens à remercier la sénatrice nouvellement retraitée, Diane Griffin, de sa contribution au projet de loi, ainsi que le député d'Okanagan-Sud—Kootenay-Ouest, Richard Cannings, qui a présenté le précurseur du projet de loi à la Chambre des communes. J'ai hâte d'en parler davantage durant la période des questions et réponses.

**Le président :** Merci à nos deux témoins de ce matin. Nous vous sommes très reconnaissants de votre présence. Nous allons passer aux questions.

**La sénatrice Simons :** Merci à nos deux témoins d'aujourd'hui. Lors de nos audiences précédentes, nous avons entendu un représentant de l'Association canadienne des chefs de pompiers qui s'est dit inquiet des risques d'incendie des constructions en bois, ainsi que du traitement chimique du bois, lequel est susceptible d'exposer les pompiers à des substances toxiques.

Je me demandais ce que vous pouviez me dire au sujet du processus par lequel vous assurez l'adaptabilité de ce bois de sorte qu'il soit à l'épreuve du feu. Pouvez-vous me dire si l'on utilise des matériaux ignifugés qui risquent de poser des problèmes aux pompiers en cas d'urgence?

**M. Nighbor :** Je suis désolé, sénatrice, mais la question s'adresse-t-elle à moi ou à nous deux?

**La sénatrice Simons :** À l'un ou l'autre d'entre vous, ou aux deux.

**M. Nighbor :** Je peux peut-être commencer, et M. Pelletier pourra intervenir après moi. C'est un sujet complexe. J'ai lu le compte rendu du 3 mars, et j'ai vu certaines des questions concernant les toxines et les matériaux combustibles et non combustibles. Je vous ferai parvenir, par l'entremise de la greffière, une réponse plus détaillée parce que cela devient assez ardu sur le plan technique. Mais, en bref, il y a des niveaux de rendement qui sont reconnus dans le code du bâtiment pour les matériaux combustibles et non combustibles. Le bois brûle, comme nous le savons. Toutefois, les normes, les mécanismes et les innovations en matière de bois d'œuvre lamellé-croisé, entre autres, sont conçus pour assurer la sécurité des pompiers et des personnes qui vivent dans les bâtiments ou qui y louent des locaux. Il y a tout un travail qui se fait dans le domaine

To the question on toxins and whatnot, heat-resistant adhesives are commonly used in the manufacture of engineered wood products, but they burn similarly to wood, and they don't melt or degrade. The fire experts that I talked to after reading the deputation on March 3 stated there is no significant risk — or no additional toxic risk — because of any of those materials that are in the built environment or that are linked to wood in construction.

But as I said, I've got about a page and a half of information here. I would be happy to share the detail, because I think the detail does matter. The building code process is a very technical-heavy one for good reason, but I would be happy to share that through the clerk so you have the most fulsome information.

**The Chair:** Mr. Pelletier, you have about two minutes.

**Mr. Pelletier:** I just want to echo some of Derek's comments here. The building code is very complex. The Canadian Wood Council has been working very closely with the stakeholders around fire control and the impact of fires on wood buildings. The Canadian Wood Council is monitoring any new products that could eventually be used in new buildings.

As Derek mentioned, it is a complex question. There is a lot of good information. A lot of tests were done and a lot of tests are being done to monitor this. I think it would be important to schedule another session to have the experts and provide more details to the committee.

**The Chair:** Thank you very much. I would remind colleagues and witnesses that we are slotting four minutes per person, including questions and answers. I apologize up front; I will cut you off at four minutes.

**Senator Oh:** Thank you, witnesses. According to Natural Resources Canada's *The State of Mass Timber in Canada 2021* report, mass timber construction creates new markets for Canadian wood and jobs for forestry workers. To what extent and how would the enactment of Bill S-222 affect jobs in Canada's forestry sector? I direct that to both of you.

plus large de la prévention des incendies et de la conception afin que l'environnement bâti soit résistant au feu pendant au moins deux heures.

Pour répondre à la question sur les toxines et tout le reste, les adhésifs thermorésistants sont couramment utilisés dans la fabrication de produits de bois d'ingénierie, mais ils brûlent de la même manière que le bois, sauf qu'ils ne fondent pas ou ne se dégradent pas. Les experts en incendie à qui j'ai parlé après avoir lu la transcription du 3 mars ont déclaré qu'il n'y a pas de risque significatif — ou de risque de toxicité supplémentaire — en raison de ces matériaux qui se trouvent dans l'environnement bâti ou qui sont liés au bois de construction.

Mais, comme je l'ai dit, j'ai environ une page et demie d'information ici. Je serai heureux de communiquer les détails, car je pense que c'est important. Le processus lié au code du bâtiment est très technique et lourd pour une bonne raison, mais je me ferai un plaisir de vous transmettre ces détails, par l'entremise de la greffière, afin que vous ayez l'information la plus complète.

**Le président :** Monsieur Pelletier, vous avez environ deux minutes.

**M. Pelletier :** Je veux simplement faire écho à certaines des observations faites par M. Nighbor. Le code du bâtiment est très complexe. Le Conseil canadien du bois a travaillé en étroite collaboration avec les intervenants en ce qui concerne la lutte contre les incendies et les répercussions des incendies sur les bâtiments en bois. Le Conseil canadien du bois surveille tous les nouveaux produits qui pourraient, un jour ou l'autre, être utilisés dans les nouveaux bâtiments.

Comme l'a mentionné M. Nighbor, il s'agit d'une question complexe. Il y a une foule de renseignements utiles. Beaucoup de tests ont été effectués, et ils continuent de l'être, pour surveiller la situation. À mon avis, il serait important de consacrer une autre séance aux témoignages d'experts, qui pourront fournir plus de détails au comité.

**Le président :** Merci beaucoup. Je rappelle aux collègues et aux témoins que nous prévoyons quatre minutes par personne, ce qui comprend les questions et les réponses. Je m'excuse d'avance, mais je vais devoir vous interrompre au bout de quatre minutes.

**Le sénateur Oh :** Je remercie les témoins d'être des nôtres. Selon le rapport *La situation du bois massif au Canada 2021* de Ressources naturelles Canada, la construction en bois massif ouvre de nouveaux débouchés pour le bois canadien et crée des emplois pour les travailleurs forestiers. Comment et dans quelle mesure l'adoption du projet de loi S-222 pourrait-elle nuire aux emplois du secteur forestier du Canada? Ma question s'adresse aux deux témoins.

**Mr. Nighbor:** Do you want to go first, Mr. Pelletier, from a company perspective?

**Mr. Pelletier:** I'm not sure I fully captured the question. I'm sorry.

**Senator Oh:** According to the report, *The State of Mass Timber in Canada 2021*, mass timber construction creates new markets for Canadian wood and jobs for forestry workers. Can you comment to what extent and how the enactment of Bill S-222 would affect jobs in the Canadian forestry sector?

**Mr. Pelletier:** I see two components where there could be a positive impact on jobs in Canada. The first one is on the forestry and logging side. I don't think that we would see an increase in jobs in logging and trucking of more material. I believe today, in general, the fibre available for the industry is being harvested.

I see more of an opportunity on the manufacturing side where we could use the fibre that is being produced today — the lumber, and some of the byproducts — and go further in the transformation or in the creation of cross-laminated timber, wood panels, laminated glulam beams. There is a lot more opportunity to further transform our fibre and add value to our current wood basket if we increased the volume of the number of tall buildings built in Canada with wood.

**Mr. Nighbor:** I concur with that, there is a huge opportunity. We have a brand new mass CLT plant in St. Thomas, Ontario just outside London. We have an opportunity to build more capacity.

If you look at the existing mass timber manufacturing facilities, we have massive wait lists in terms of the demands. We run the risk of that engineered wood and mass timber being manufactured in places like Austria or the U.S.

I see a huge opportunity on the manufacturing side. As an aside in my remarks, we have a wood charter or a wood-first bill in Quebec and B.C. As an industry, we don't advocate for wood first, but we had to years ago because we could not get in the door. It is cement and steel, cement and steel. But what about us in wood? We have great solutions and opportunities.

I think this bill further profiles wood, talks about the possible, and hopefully will drive more demand. And I think that means hundreds and thousands of jobs in manufacturing if Canada

**M. Nighbor :** Voulez-vous répondre en premier, monsieur Pelletier, du point de vue d'une entreprise?

**M. Pelletier :** Je ne suis pas sûr d'avoir bien saisi la question. Je suis désolé.

**Le sénateur Oh :** Selon le rapport *La situation du bois massif au Canada 2021* de Ressources naturelles Canada, la construction en bois massif ouvre de nouveaux débouchés pour le bois canadien et crée des emplois pour les travailleurs forestiers. Pouvez-vous dire comment et dans quelle mesure l'adoption du projet de loi S-222 pourrait nuire aux emplois du secteur forestier du Canada?

**M. Pelletier :** J'entrevois deux domaines où il pourrait y avoir des effets positifs sur les emplois au Canada. Le premier concerne la foresterie et l'exploitation forestière. Je ne pense pas que nous assisterions à une augmentation du nombre d'emplois dans les secteurs de l'exploitation forestière et du camionnage. Je crois que, de façon générale, on récolte aujourd'hui la quantité de fibre utilisable par l'industrie.

Je vois davantage de possibilités du côté de la fabrication, où nous pourrions utiliser la fibre qui est produite aujourd'hui — le bois d'œuvre et certains de ses sous-produits — et aller plus loin dans la transformation ou la création de bois lamellé-croisé, de panneaux de bois, de poutres lamellées-collées. Nous aurions beaucoup plus de possibilités de transformer davantage notre fibre et d'ajouter de la valeur à nos ressources forestières actuelles si nous augmentions le volume et le nombre de grands bâtiments construits en bois au Canada.

**M. Nighbor :** Je suis d'avis que les possibilités sont énormes. D'ailleurs, on trouve une toute nouvelle usine de bois massif lamellé-croisé à St. Thomas, en Ontario, juste à l'extérieur de London. Nous avons l'occasion d'accroître notre capacité.

Si vous regardez les installations actuelles de fabrication de bois massif, il y a de longues listes d'attente au chapitre de la demande. Nous courons le risque que ces panneaux de bois d'ingénierie et de bois massif soient fabriqués dans des endroits comme l'Autriche ou les États-Unis.

J'estime que les possibilités sont énormes du côté de la fabrication. Soit dit en passant, il y a une charte du bois ou un projet de loi privilégiant le bois au Québec et en Colombie-Britannique. En tant qu'industrie, nous ne préconisons pas une politique accordant la priorité au bois, mais nous avons dû le faire il y a quelques années parce que nous n'arrivions pas à franchir la porte. Tout s'articule autour du ciment et de l'acier. Mais qu'en est-il du bois? Nous offrons d'excellentes solutions et d'immenses débouchés.

Je pense que ce projet de loi met davantage en valeur le bois et les possibilités connexes, ce qui, espérons-le, stimulera la demande. Selon moi, cela aboutira à des centaines,

becomes a world leader and a destination marketplace for manufacturing of these products.

[*Translation*]

**Senator Petitclerc:** Thank you to the witnesses. This is a very positive bill.

I don't have any questions directly related to the bill, but in a previous committee meeting, I asked whether Canada was leading the way or lagging behind in terms of promoting and using wood in the construction sector. What you're saying today is that we are actually lagging behind.

Here's my question. If the bill is passed and if demand grows considerably, does Canada have the capacity, expertise and skills to meet that demand? If not, what should we be doing at the same time to make sure we are ready for a potential increase in demand? I'm not sure who would like to answer that; it doesn't matter to me.

[*English*]

**Mr. Nighbor:** I'm happy to start and Mr. Pelletier can come in from an Irving perspective. It is a great question. There are some fundamental challenges. There are a number of colleges that we are working with on the trade side to educate and get people upskilled and prepared for these new innovative jobs that are coming at us.

And we have fundamental staffing issues. We are short 23,000 truck drivers in this country right now. So beyond the value add, upskill roles, there are other issues.

I think we have a bigger issue in this country to be honest with you, and that's the importance of managing our forests. I think most people on this committee get it. I get it, Mr. Pelletier gets it. Yesterday, 90 scientists, many from the U.S., sent a letter to the Prime Minister saying we need to protect our forests to fight climate change completely ignoring the carbon-storing benefits of wood, the displacement opportunity of wood-based bio products and completely ignoring that the boreal forests burn.

Old growth on the coast is a different conversation. In our boreal forest, the trees live 80 to 120 years. We are living in a country where our national parks are carbon

voire des milliers d'emplois dans le secteur manufacturier si le Canada devient un chef de file mondial et un marché de destination pour la fabrication de ces produits.

[*Français*]

**La sénatrice Petitclerc :** Merci à nos témoins. Ce projet de loi est très intéressant.

Je n'ai pas de questions directement liées au projet de loi, mais, lors d'une réunion de comité précédente, j'ai demandé si le Canada était en avance ou en retard en ce qui a trait non seulement à la promotion, mais aussi à l'utilisation du bois dans les constructions. Ce que vous dites aujourd'hui, c'est qu'en fait, nous sommes en retard.

Voici ma question : si ce projet de loi est adopté, par exemple, et si l'on voit une multiplication de la demande, le Canada est-il prêt, sur les plans des capacités, des expertises et des compétences? Si nous ne le sommes pas tout à fait, que reste-t-il à faire parallèlement pour nous assurer d'être en mesure de répondre à une augmentation potentielle de la demande? Je ne sais pas qui veut répondre à ma question; je n'avais pas de préférence.

[*Traduction*]

**M. Nighbor :** Je veux bien commencer, et M. Pelletier pourra ensuite répondre du point de vue d'Irving. C'est une excellente question. Il y a quelques défis fondamentaux. Sur le plan du commerce, nous travaillons avec un certain nombre de collèges pour former les gens et les amener à se perfectionner et à se préparer pour ces nouveaux emplois innovateurs.

Nous avons également des problèmes fondamentaux de dotation. Il manque actuellement 23 000 camionneurs au pays. Donc, au-delà de la valeur ajoutée et des rôles de perfectionnement, il y a d'autres problèmes.

Pour être honnête avec vous, j'estime que nous avons un problème plus important au pays, à savoir l'importance de la gestion de nos forêts. Je pense que la plupart des membres du comité en sont bien conscients. J'en suis bien conscient, et M. Pelletier aussi. Hier, 90 scientifiques, dont plusieurs des États-Unis, ont envoyé une lettre au premier ministre, disant que nous devons protéger nos forêts pour lutter contre les changements climatiques, en passant sous silence les avantages du bois au chapitre du stockage du carbone, la possibilité de déplacement des produits biologiques à base de bois et le fait que les forêts boréales brûlent.

Les forêts anciennes de la côte sont un tout autre sujet. Dans notre forêt boréale, les arbres vivent de 80 à 120 ans. Nous vivons dans un pays où nos parcs nationaux constituent

sources. Fundamental to growing our sector, we need to have an honest conversation about what kind of Canada we want. How do we want to develop our resource economy?

Forty percent of the world's third party certified forests are in Canada. We have the best social-licensed, sustainability guidelines, yet our Prime Minister is getting a letter from 90 academics saying protect more. So we are inherent conservationists, but this idea of protecting, protecting, protecting, and forests being immune from the effects of a changing climate is lunacy.

Anyway, I don't mean to get on my soap box, but those conversations are fundamental to the upstream opportunity in our sector and for our people.

[Translation]

**Mr. Pelletier:** Mr. Nighbor made a good point about jobs and the labour shortage. Let's say we build more infrastructure with mass timber, with glue-laminated wood. Normally, for a 12-storey building, the amount of resources and the number of people on a construction site is 75% lower because, engineering-wise, it's like assembling blocks of Lego. If you're using mass timber, instead of cement or steel, to build a residential building or 12-storey office building, the work usually advances a lot faster.

[English]

**Senator Wetston:** I am not sure who wants to answer this question, but I would like a bit of insight, if I could pry a little bit. What did you say to the Minister of Finance or the Minister of Agriculture about what they should put in the budget bill when it comes forward sometime in April regarding either this bill or about the industry generally?

**Mr. Nighbor:** I won't take up as much time this time, Mr. Pelletier. I apologize.

Number one, we've got a big opportunity to come in the next budget cycle around some fundamental program renewals on building with wood. There is a big ask coming in Budget 2023.

For this budget, though, there are significant asks around upskilling and skills trade development. There are significant asks around Indigenous participation in the forest sector to help build back capacity. And the other ask is not a money ask.

des sources de carbone. Pour faire croître notre secteur, nous devons avoir une conversation honnête sur le genre de Canada que nous souhaitons bâtir. Comment voulons-nous développer notre économie de ressources?

Quarante pour cent des forêts certifiées par des tiers dans le monde entier se trouvent au Canada. Nous avons les meilleures lignes directrices en matière de durabilité et d'acceptabilité sociale et, pourtant, notre premier ministre reçoit une lettre de 90 universitaires lui demandant de mieux protéger les forêts. Nous sommes donc des défenseurs de la nature, mais cette idée qu'il faut sans cesse protéger les forêts et que celles-ci sont à l'abri des effets des changements climatiques est de la pure folie.

En tout cas, je ne veux pas grimper sur mon estrade, mais ces discussions sont fondamentales pour les possibilités en amont dans notre secteur et pour nos gens.

[Français]

**M. Pelletier :** M. Nighbor a soulevé un point intéressant par rapport aux emplois et au manque de main-d'œuvre. Si l'on bâtit davantage d'infrastructures avec du bois massif, avec du bois lamellé-collé, normalement, pour un bâtiment de 12 étages, la quantité de ressources et le nombre de personnes sur un chantier sont 75 % plus bas, parce que l'ingénierie est faite comme des blocs LEGO que l'on assemble. Pour bâtir des immeubles résidentiels ou des immeubles de bureaux de 12 étages, normalement, les travaux sont beaucoup plus rapides lorsqu'on utilise du bois massif plutôt que du ciment et de l'acier.

[Traduction]

**Le sénateur Wetston :** Je ne sais pas vraiment qui voudra répondre à cette question, mais j'aimerais obtenir une petite précision, si je peux me permettre d'être un peu indiscret. Qu'avez-vous dit à la ministre des Finances ou à la ministre de l'Agriculture sur ce qu'elles devraient ajouter au projet de loi d'exécution du budget, lorsqu'il sera présenté en avril, relativement à cette mesure législative ou à l'industrie en général?

**M. Nighbor :** Je ne prendrai pas autant de temps cette fois-ci, monsieur Pelletier. Je suis désolé.

Tout d'abord, nous avons une belle occasion dans le prochain cycle budgétaire pour ce qui est de renouveler certains des programmes fondamentaux pour la construction en bois. Il y aura d'importantes demandes dans le budget de 2023.

Pour ce budget, toutefois, il y a des demandes substantielles ayant trait au perfectionnement et à l'acquisition de compétences liées à des métiers spécialisés. Il y a des demandes importantes concernant la participation des Autochtones dans le secteur forestier pour aider à renforcer les capacités. Enfin, l'autre demande n'est pas d'ordre financier.

If I am in the cement or steel industry and I want to decarbonize, my focus is on manufacturing and products. In forestry, we have a massive land base. We have wildland fire strategies, and challenges around pests and trying to find new markets for wood residuals or stuff that is left behind.

The biggest thing government can do for us is develop an action plan with us along that full value chain, from the forest to the product, to maximize the carbon benefits we can bring the country.

So our biggest ask requires no money at all.

**The Chair:** Mr. Pelletier, do you wish to respond?

**Mr. Pelletier:** I fully agree with and support what Derek mentioned. I have nothing to add.

**Senator Wetston:** I have a question about this cross-laminated timber, adhesives and glues. These are obviously necessary products needed to manufacture these wood-based products for construction, but they are also not necessarily low-carbon products, as you might imagine; there's a lot of toxicity associated with these as well.

Can you let us know a little bit more about that aspect of the manufacturing of these products for construction purposes, the potential impact and their toxicity on the environment?

**Mr. Pelletier:** Derek, do you want to take that one?

**Mr. Nighbor:** That's one — at least in detail — that I'd have to follow up on with the specifics, because this gets into scientific territory to which I would not be doing justice.

On the innovation side of things, if you've heard of the term "lignin," which is basically tree glue, there is a lot of innovation happening in that bio-economy to turn that lignin into a bio-adhesive, which could very well have future applications here. That's a solution that's in the pipeline and continues to be worked on.

But in terms of your other question, I would be happy to follow up with colleagues at the Canadian Wood Council on the technical side to get you a brief, through the clerk.

**Senator Wetston:** If it's not inconvenient, I'd appreciate that.

**Mr. Nighbor:** Absolutely.

Si je travaille dans l'industrie du ciment ou de l'acier et que je veux décarboniser mes activités, je me concentrerai sur la fabrication et les produits. Dans le secteur forestier, nous disposons d'un vaste territoire. Nous avons des stratégies de lutte contre les feux de forêt et nous devons régler les problèmes causés par les parasites, en plus d'essayer de trouver de nouveaux marchés pour les résidus de bois et tout le reste.

La principale mesure que le gouvernement peut prendre pour nous aider, c'est d'élaborer avec nous un plan d'action tout au long de cette chaîne de valeur — de la forêt au produit — afin de maximiser les avantages sur le plan du carbone que nous pouvons apporter au pays.

Bref, notre demande la plus importante ne coûte rien.

**Le président :** Monsieur Pelletier, souhaitez-vous répondre?

**M. Pelletier :** Je suis entièrement d'accord avec M. Nighbor, et j'appuie ce qu'il a dit. Je n'ai rien à ajouter.

**Le sénateur Wetston :** J'ai une question sur le bois lamellé-croisé, les adhésifs et les colles. Ce sont évidemment des produits nécessaires à la fabrication de ces produits à base de bois pour la construction, mais ce ne sont pas forcément des produits à faible teneur en carbone, comme vous pouvez l'imaginer; il y a aussi beaucoup de toxicité associée à ces produits.

Pouvez-vous nous en dire un peu plus sur cet aspect de la fabrication de tels produits à des fins de construction, ainsi que sur leurs répercussions possibles et leur toxicité pour l'environnement?

**M. Pelletier :** Monsieur Nighbor, voulez-vous répondre à cette question?

**M. Nighbor :** Je vais devoir vous faire parvenir une réponse — du moins, une réponse détaillée — parce que cette question touche un domaine scientifique auquel je ne rendrais pas justice.

Sur le plan de l'innovation, si vous avez entendu parler du terme « lignine », qui désigne la colle provenant des arbres, il y a beaucoup d'innovation dans cette bioéconomie pour transformer cette lignine en un bioadhésif, qui pourrait très bien avoir des applications futures. C'est une solution qui est en cours d'élaboration et qui continue d'être mise au point.

Quant à votre autre question, je serai heureux de me renseigner sur les aspects techniques auprès de mes collègues du Conseil canadien du bois pour vous faire parvenir un mémoire, par l'entremise de la greffière.

**Le sénateur Wetston :** Si cela ne vous dérange pas, je vous en saurais gré.

**M. Nighbor :** Je n'y manquerai pas.

**Senator Marwah:** Thank you to both witnesses.

My question is for Mr. Neighbor. Could you talk about the macroeconomics of using wood versus the alternatives, which are steel or concrete? I'm talking about two areas: If you use wood instead of the alternatives, is it net GDP-positive or -negative? This is excluding the reduced carbon footprint, which I fully get.

Second, what would be the cost per square foot of construction when you have wood versus concrete or steel?

**Mr. Neighbor:** I'll leave the square foot question to Mr. Pelletier. If he can't answer it, I don't have that information, but I know where I can find it for you.

In terms of the market opportunity, this is an area, especially with the infrastructure growth that's happening in Canada and around the world, where I think there are opportunities for all materials to get a bigger share of the pie and do very well. From a wood perspective, globally, the UN has reported that in the next 30 years, we're going to have a fourfold increase in demand for wood globally. I know in talking to my colleagues in steel and concrete, they're seeing significant opportunity in their sectors through new innovative products.

I get this question often. First, on the material side, is it one material? Yes, we're all competing, but let the best material win. It's the right material for the right application. On the business side, there's growth for all of us. I don't think a net-X increase in wood means a net decline for steel or concrete. I don't have the figures for steel and concrete, but I'm seeing their global market growth potential increasing in their reports as well, so I think there's a huge opportunity for all of us and for all of us to bring more Canadian products to the world.

**The Chair:** Mr. Pelletier, do you have an answer to the other question?

**Mr. Pelletier:** Through the Canadian Wood Council, many studies have been done regarding the costs to erect a tall building with wood versus concrete and steel. In a normal lumber and steel market, the costs are similar. Typically, the costs of material for wood products are a little higher, but as I mentioned earlier, it's less labour-intense to assemble the building on-site, so the cost of labour tends to be lower, which makes it very competitive when you compare both.

**Le sénateur Marwah :** Je tiens à remercier nos deux témoins.

Ma question s'adresse à M. Neighbor. Pourriez-vous parler des aspects macroéconomiques de l'utilisation du bois par rapport aux autres solutions, c'est-à-dire l'acier ou le béton? Je parle de deux domaines : si vous utilisez du bois au lieu d'autres matériaux, le PIB net est-il positif ou négatif? Cela exclut la réduction de l'empreinte carbone, chose que je comprends parfaitement.

Deuxièmement, quel serait le coût par pied carré d'une construction lorsque vous avez du bois plutôt que du béton ou de l'acier?

**M. Neighbor :** Je laisse la question du coût par pied carré à M. Pelletier. S'il ne peut pas y répondre, je n'ai pas cette information, mais je sais où je peux la trouver pour vous.

En ce qui a trait aux débouchés, surtout compte tenu de la croissance en matière d'infrastructure qui s'opère au Canada et dans le monde entier, c'est un domaine où il est possible, selon moi, de s'approprier une plus grande part du marché pour tous les matériaux et d'obtenir de très bons résultats. En ce qui concerne le bois, les Nations unies ont fait savoir qu'au cours des 30 prochaines années, la demande de bois quadruplera à l'échelle mondiale. Je sais, pour en avoir discuté avec mes collègues des industries de l'acier et du béton, qu'ils entrevoient des débouchés importants dans leurs secteurs grâce à de nouveaux produits innovateurs.

On me pose souvent cette question. Tout d'abord, en ce qui concerne les matériaux, en faut-il un seul? Oui, nous sommes tous en concurrence, mais laissons le meilleur matériau gagner. Il faut le bon matériau pour la bonne application. Du côté des affaires, la croissance est au rendez-vous pour nous tous. Je ne pense pas qu'une augmentation nette du bois signifie une baisse nette de l'acier ou du béton. Je n'ai pas les chiffres pour l'acier et le béton, mais à en juger par leurs rapports, je constate que leur potentiel de croissance sur les marchés mondiaux augmente également. Je crois donc qu'il existe une énorme occasion pour nous tous et que nous pouvons tous exporter plus de produits canadiens dans le monde entier.

**Le président :** Monsieur Pelletier, avez-vous une réponse à l'autre question?

**M. Pelletier :** Par l'entremise du Conseil canadien du bois, de nombreuses études ont été menées pour comparer les coûts de construction d'un bâtiment en bois de grande hauteur par rapport à ceux d'un bâtiment similaire en béton et en acier. Dans le marché normal du bois et de l'acier, les coûts sont similaires. En général, le coût des matériaux pour les produits en bois est un peu plus élevé, mais comme je l'ai dit tout à l'heure, il faut moins de main-d'œuvre pour assembler le bâtiment sur place. Ainsi, le coût de la main-d'œuvre est généralement moins élevé, ce qui rend le bois très concurrentiel lorsqu'on compare les deux.

Through Wood WORKS! or the Canadian Wood Council, I'd be happy to provide you with more detailed information on case studies that were done in the last decade.

**Senator Marwah:** If you could get us some specific information on the cost per square foot, that would be good.

I fully understand the reduction of the carbon footprint, but excluding that, what is the net cost per square foot for construction? That is what I'm curious about. Thank you.

**Senator C. Deacon:** Thank you very much, Mr. Pelletier and Mr. Nighbor. What great presentations you've made. This committee cares a lot about value-add and sustainability in the forestry and agricultural sectors.

I want you to speak a little bit more about the effects that these value-added engineered products will have as that higher value allows for more investment as you head down through the value chain to the forest floor. I'm thinking about improved wages and new products being developed that will increasingly help us make sure that our forests are managed in the most sustainable way; that we can mitigate the risks of climate change as best as possible; store as much carbon as possible in the forest floors; and manage for insect infestation, drought, heat, fire, et cetera.

What other work can you cite? I see this as a strategically important decision in this country, and I just want to understand how, specifically, that increased value can translate into more sustainable forest management.

**Mr. Nighbor:** I'll start by saying that I think there are two value-add opportunities: One is in the mass-timber engineered wood space, which we are really seeing more of an uptick in Canada — I mentioned the ELEMENT5 manufacturing development, and hopefully more ELEMENT5 is popping up in the years ahead. And second — I don't like using the term "wood waste," because it's not waste, but it would otherwise be wood waste — the sawdust, bark and wood chips that could go into making things like bioenergy or fuel district heating systems, to or make lignin and bioplastics. Those are the two areas.

One thing I will note is that you're not going to get an advanced value-added sector without maintaining a strong primary sector. For the people who think we're going to turn the two-by-fours off and just make mass-timber, it's not going to happen. Talk to any integrated company, you need a strong primary sector. We're having this discussion in real time in

Je serai heureux de vous fournir, par l'intermédiaire de Wood WORKS! ou du Conseil canadien du bois, des renseignements plus détaillés sur les études de cas qui ont été réalisées au cours de la dernière décennie.

**Le sénateur Marwah :** Si vous pouviez nous donner des renseignements précis sur le coût par pied carré, ce serait bien.

Je comprends parfaitement la question de la réduction de l'empreinte carbone, mais ceci mis à part, quel est le coût net par pied carré pour la construction? Voilà ce que je suis curieux de savoir. Merci.

**Le sénateur C. Deacon :** Merci beaucoup, messieurs Pelletier et Nighbor. Quels excellents exposés vous nous avez donnés! Notre comité se soucie beaucoup de la valeur ajoutée et de la durabilité dans les secteurs forestier et agricole.

J'aimerais que vous nous parliez un peu plus des effets qu'auront ces produits d'ingénierie à valeur ajoutée, car cette valeur supérieure favorise un plus grand nombre d'investissements tout au long de la chaîne de valeur jusqu'au sol forestier. Je pense à l'amélioration des salaires et à l'élaboration de nouveaux produits qui nous aideront de plus en plus à nous assurer que nos forêts sont gérées de la manière la plus durable possible, que nous pouvons atténuer les risques de changement climatique autant que possible, que nous pouvons stocker autant de carbone que possible dans les sols forestiers et gérer les infestations d'insectes, les sécheresses, la chaleur, les incendies, et cetera.

Quels autres travaux pouvez-vous mentionner? Je considère que cette décision est d'une importance stratégique pour notre pays, et je veux simplement comprendre comment, concrètement, une gestion plus durable des forêts peut découler de cette valeur accrue.

**M. Nighbor :** Je commencerai par dire qu'à mon avis, il y a deux possibilités en matière de valeur ajoutée. La première, c'est le secteur des produits d'ingénierie de bois massif, que nous voyons vraiment se développer au Canada — j'ai mentionné le développement de la fabrication d'ELEMENT5, et j'espère que d'autres entreprises comme ELEMENT5 apparaîtront dans les années à venir. Deuxièmement — je n'aime pas utiliser le terme « déchets de bois », parce que ce ne sont pas des déchets, mais ils le seraient autrement —, la sciure, l'écorce et les copeaux de bois pourraient servir à produire des choses comme de la bioénergie ou à alimenter des systèmes de chauffage urbain, ou encore à fabriquer de la lignine ou des bioplastiques. Ce sont là les deux secteurs auxquels je faisais allusion.

Je tiens à souligner qu'il est impossible d'obtenir un secteur à valeur ajoutée avancé sans maintenir un secteur primaire fort. Je signale à ceux qui pensent que nous allons arrêter de fabriquer des planches de deux par quatre et nous contenter de produire du bois massif que cela ne se produira pas. Parlez à n'importe quelle entreprise intégrée. Vous constaterez que vous avez besoin

British Columbia today, where we have a provincial government that is rightfully looking at the bio-economy and looking at mass-timber innovation, but at the same time, it is looking at restricting harvest or not providing certainty to companies operating on the ground. That is a challenge for investment.

One of the best things government can do to enable the possible value-add is to support a certain, strong, stable primary sector, and that means sensible policy and policy coherence. From a federal perspective, that means not clean fuel reg here, caribou over here; this is all integrated for us. The more policy coherence we can see to provide stability and certainty, it's going to provide a strong primary sector and then allow that capital and growth to be invested in value-add.

**Mr. Pelletier:** I believe about a third of the Canadian production today is exported and used outside of Canada. As you know, we've had a trade case with the United States every 10 years for the last 40 years. There's a huge opportunity to keep more of our lumber in our country and add value to it through mass-timber, which would significantly reduce our reliance on other countries to consume our fibre.

**Senator Cotter:** Thank you both, Mr. Pelletier and Mr. Nighbor, for the insights you're providing us today.

My question relates fairly specifically to the actual legislative amendment. I'm sure you will be at least as familiar with it as I am. It focuses on construction, maintenance and repair of public works under the direct auspices of the federal government.

I don't want to try to do your work for you, Mr. Nighbor, but I'm interested in the degree to which you had considered that this legislation should go further and actually incorporate buildings that may not be federal public works but would be funded by the federal government. It's a common strategy to try to implement or shape policy that goes beyond just the ownership of federal buildings.

Could you comment a little bit on that and whether that is problematic from your point of view, or whether that's something you would like to see but it is too early to ask for?

d'un secteur primaire fort. À l'heure actuelle, nous avons cette discussion en temps réel en Colombie-Britannique, où le gouvernement provincial s'intéresse, à juste titre, à la bioéconomie et à l'innovation dans le secteur du bois massif. Toutefois, il envisage en même temps de restreindre la récolte du bois ou de ne pas fournir de certitude aux entreprises qui travaillent sur le terrain. Cela représente un défi pour l'investissement.

L'une des meilleures choses que le gouvernement puisse faire pour favoriser une éventuelle valeur ajoutée, c'est de soutenir un secteur primaire certain, fort et stable, ce qui suppose qu'il doit adopter une politique sensée et cohérente. D'un point de vue fédéral, cela signifie qu'il ne peut pas mettre en œuvre une réglementation sur les carburants propres ici et protéger les caribous là; tous ces facteurs sont intégrés pour nous. Plus les politiques seront cohérentes pour garantir la stabilité et la certitude du secteur, plus le secteur primaire sera fort et plus de capitaux pourront être investis dans la valeur ajoutée et plus elle connaîtra une croissance.

**M. Pelletier :** Je crois qu'environ un tiers de la production canadienne actuelle est exportée et utilisée à l'extérieur du Canada. Comme vous le savez, tous les 10 ans au cours des 40 dernières années, un litige commercial nous a opposés aux États-Unis. Maintenant, nous bénéficions d'une occasion en or de conserver une plus grande partie de notre bois d'œuvre dans notre pays et d'y ajouter de la valeur grâce au bois massif, ce qui réduirait considérablement notre dépendance à l'égard des autres pays en ce qui concerne la consommation de nos fibres.

**Le sénateur Cotter :** Messieurs Pelletier et Nighbor, je vous remercie tous les deux des renseignements que vous nous communiquez aujourd'hui.

Ma question porte assez précisément sur l'amendement législatif proprement dit. Je suis sûr que vous le connaissez au moins aussi bien que moi. Il met l'accent sur la construction, l'entretien et la réparation des travaux publics sous l'égide directe du gouvernement fédéral.

Je ne veux pas tenter de faire votre travail à votre place, monsieur Nighbor, mais j'aimerais savoir dans quelle mesure vous avez considéré que cette mesure législative devrait aller plus loin en englobant des bâtiments qui ne sont peut-être pas des travaux publics fédéraux, mais qui seraient financés par le gouvernement fédéral. C'est une stratégie courante que d'essayer de mettre en œuvre ou de façonner une politique qui va au-delà des seuls immeubles appartenant au gouvernement fédéral.

Pourriez-vous nous en dire un peu plus à ce sujet et nous indiquer si, à votre avis, cela pose un problème, ou si c'est un changement que vous aimeriez demander, mais qui est prématûr pour le moment?

**Mr. Nighbor:** It's a really good question, and for us it's a place to start. This reminds me, I forgot what I should have said in response to the budget asks for this year, and that's looking at demonstration projects to decarbonize the built environment more in the municipal sector and for Indigenous communities.

I think the natural extension beyond the federal government is through funding arrangements to Indigenous communities and municipalities.

We hear the feds talk a lot about greening government and procurement standards, and we're also hearing a lot about a buy-clean agenda. The Americans are way out of the gate on buy clean. They've already got the task force ready to go. That's with the backstop of the buy America stuff going on. This is one of the biggest issues we have. We have to get moving on this buy clean stuff and develop a clear plan to support Canadian industry because the Americans are doing it, not only through the lens of decarbonizing the economy, but also through the lens of strengthening American manufacturing.

To be very honest, I'm not hearing a lot about that in Canada. I'm hearing a lot on the green side and I hear a lot about the economy and environment going together, and I agree with that, but I'm not seeing the same attention to detail in terms of the manufacturing benefit for domestic industry, which is among the cleanest in the world.

**Senator Cotter:** Thank you.

**Senator Klyne:** Thank you, Mr. Chair, my question was asked in a couple different ways, and I was able to get my question answered, so I'm good. Thanks.

**Senator Mercer:** I come at this from the point of having been on this committee for 18 years. I recall a study that was done a number of years ago where we were talking about the same subject, a different context in terms of this bill. And at that time, we had witnesses from a firefighters' organization who were supportive of the use of this wood. And now I'm hearing that firefighters are much more hesitant.

I'd like the clerk and researchers from the Library of Parliament to review what was said then and compare it with what is being said now because if there's a difference, we need to know before we vote.

Are you two gentlemen concerned about the fire problems with this wood?

**M. Nighbor :** C'est une très bonne question, et pour nous, c'est un point de départ. Cela me rappelle que j'ai oublié ce que j'aurais dû dire en réponse aux demandes budgétaires de cette année, et c'est d'examiner les projets de démonstration pour décarboniser davantage l'environnement bâti dans les municipalités et dans les collectivités autochtones.

Je pense que le prolongement naturel, au-delà du gouvernement fédéral, doit se faire par l'intermédiaire d'accords de financement avec les collectivités et les municipalités autochtones.

Nous entendons le gouvernement fédéral parler fréquemment de l'écologisation du gouvernement et des normes d'approvisionnement, et nous entendons souvent d'un programme d'achat propre. Les Américains sont très avancés dans ce domaine. Ils ont déjà mis en place un groupe de travail, et ce, avec le soutien de l'initiative « Buy America », qui est en cours. C'est l'un des plus gros problèmes que nous ayons. Nous devons aller de l'avant en ce qui concerne ce projet d'achat propre, et nous devons élaborer un plan clair pour soutenir l'industrie canadienne, car les Américains mettent en œuvre ce projet d'achat propre, non seulement dans l'optique de décarboniser l'économie, mais aussi dans celle de renforcer le secteur manufacturier américain.

Pour être très honnête, je n'entends pas beaucoup parler de cela au Canada. J'entends beaucoup parler du mouvement vert et j'entends beaucoup parler du fait que l'économie et l'environnement vont de pair. Je partage cet avis, mais je ne vois pas les gens prêter la même attention aux détails en ce qui concerne les avantages en matière de fabrication pour l'industrie nationale, qui est parmi les industries les plus propres du monde.

**Le sénateur Cotter :** Merci.

**Le sénateur Klyne :** Merci, monsieur le président, ma question a été posée de deux ou trois façons différentes, et j'ai été en mesure d'obtenir une réponse à ma question. Je suis donc satisfait. Merci.

**Le sénateur Mercer :** J'aborde cette question en tant que personne qui siège au sein du comité depuis 18 ans. Je me souviens d'une étude qui a été menée il y a quelques années et qui portait sur le même sujet, mais dont le contexte était différent de celui du projet de loi. À l'époque, nous avions entendu des témoins qui représentaient une organisation de pompiers, lesquels étaient favorables à l'utilisation de ce bois. Maintenant, j'entends dire que les pompiers sont beaucoup plus hésitants.

J'aimerais que la greffière et les analystes de la Bibliothèque du Parlement examinent ce qui a été dit à l'époque et compareraient ces propos avec ceux qui sont présentés maintenant, car s'ils sont différents, nous devons le savoir avant de voter.

Êtes-vous tous les deux préoccupés par les problèmes d'incendie liés à ce bois?

**Mr. Nighbor:** I'm not because of the process. There are fire halls in Oakville and Vancouver that are built with wood. I was surprised by some of the testimony, and not to dismiss it, but when I saw the testimony on the third by the representative of the firefighting community, I went back to our technical people just to make sure. In the co-developments, combustible materials and non-combustibles are looked at differently, because it's different reality and different measures need to be taken. I have full faith in the process. Talk to somebody like Len Garis, the former Fire Chief in Surrey B.C., who is one of the biggest champions and spokespeople of building with wood. I don't want to speak for the firefighting community, that wouldn't be fair, and I don't want to be disrespectful, but my understanding is that everything is being done as safety is paramount here in code development. I'll leave it there.

**Mr. Pelletier:** I'm currently the chairman of the board for the Canadian Wood Council, and I've had the opportunity for the last five years to witness all the work that has been done by highly skilled technical experts on how to understand the behaviour of wood in different situations, whether it's fire or seismic, or high wind. I truly believe that the science and the data behind the analysis are reliable and that the code, as it's designed today, can be trusted.

**Senator Mercer:** Thank you both, gentlemen.

**The Chair:** That ends the first round. We have a couple of senators asking questions in the second round, and others if we have some time.

**Senator Wetston:** I have a question for both witnesses. You may not have an answer to this. I will correct the record if my number is incorrect.

I'm a senator from Ontario, I live in Toronto, and I think the Crane Index for the city of Toronto is around 168 for the GTA. The Crane Index indicates the number of cranes in the GTA, which obviously means a massive amount of construction.

Would either of you have any idea of any percentage or number of buildings that might be wood construction or might represent wood construction in the greater GTA?

**Mr. Nighbor:** I don't know by the region. We do track completed, under way, under development and that number is just under 900 right now across the country. I can follow-up with

**M. Nighbor :** Je ne le suis pas en raison du processus. Il y a des casernes de pompiers à Oakville et à Vancouver qui sont construites en bois. J'ai été surpris par certains témoignages, et je ne veux pas les réfuter, mais lorsque j'ai vu le témoignage que le représentant de la communauté des pompiers a apporté le 3 mars, je suis retourné consulter nos techniciens pour m'assurer d'avoir bien compris. Dans les codéveloppements, les matériaux combustibles et non combustibles sont analysés d'une manière différente, parce qu'il s'agit d'une réalité différente et que des mesures différentes doivent être prises. J'ai pleinement confiance dans le processus. Parlez à quelqu'un comme Len Garis, l'ancien chef des pompiers de Surrey, en Colombie-Britannique, qui est l'un des plus grands champions et porte-parole de la construction en bois. Je ne veux pas parler au nom de la communauté des pompiers. Ce ne serait pas juste, et je ne veux pas être irrespectueux, mais je crois comprendre que toutes les mesures possibles sont prises dans le cadre de l'élaboration du code pour faire en sorte que la sécurité soit primordiale. Je vais en rester là.

**M. Pelletier :** Je suis actuellement président du conseil d'administration du Conseil canadien du bois, et j'ai eu l'occasion, au cours des cinq dernières années, d'être témoin de tout le travail effectué par des experts techniques hautement qualifiés pour comprendre le comportement du bois dans différentes situations, qu'il s'agisse d'incendies, de séismes ou de vents violents. Je crois vraiment que les connaissances scientifiques et les données qui sous-tendent l'analyse sont fiables et que le code, tel qu'il est conçu en ce moment, est digne de confiance.

**Le sénateur Mercer :** Je vous remercie tous les deux, messieurs.

**Le président :** Cela met fin à la première série de questions. Quelques sénateurs poseront des questions pendant la deuxième série de questions, et d'autres sénateurs s'ajouteront à eux s'il reste un peu de temps.

**Le sénateur Wetston :** J'ai une question à poser aux deux témoins. Il se peut que vous ne connaissiez pas la réponse à cette question. Je corrigerais le compte rendu si le chiffre que je mentionne est incorrect.

Je suis sénateur de l'Ontario, j'habite à Toronto où l'indice des grues pour la région du Grand Toronto s'élève à environ 168. L'indice des grues indique le nombre de grues qui sont installées dans la région du Grand Toronto, ce qui signifie évidemment qu'il y a une énorme quantité de projets de construction.

L'un d'entre vous aurait-il une idée du pourcentage ou du nombre de bâtiments qui pourraient être construits en bois ou qui pourraient représenter la construction en bois dans la région du Grand Toronto?

**M. Nighbor :** Je ne connais pas ce chiffre par région. Nous suivons les projets qui sont terminés, en cours et en voie d'élaboration. À l'heure actuelle, leur nombre est légèrement

the Wood Council down the hall here to see if we can break that out through Toronto numbers.

In forestry, especially with the urban/rural divide and the increased urbanization of Canada, one of the issues we have in the sector is how we punch through to that urban audience to get them to understand and believe in forestry.

There are two ways to do that; number one, the growth in urban forestry, understanding that urban trees need to be tended to, they need to be taken care of, they need to be managed. Number two is wood buildings in downtown Toronto, at U of T, at George Brown College. I think the presence of wood buildings holds tremendous promise for us in many ways as they pop up in urban centres, but I will follow up on GTA numbers for you to break down from the national ones.

**Senator Wetston:** I have a follow up, Mr. Chair. I'm interested in it, because I'm interested in the supply/demand issues associated with this particular market, and obviously you are as well.

I just might suggest — and it's only a suggestion Mr. Nighbor — you contact some of the senior officials at Toronto Hydro Corporation, because they have to electrify all these buildings, and they would be able to provide that information directly to you. They may not be able to provide which buildings are of wood construction, because I think, as your colleague indicated, anything over six storeys now is considered a tall building, and there are obviously tall buildings of wood construction. That may assist you a little bit besides getting some information from the Wood Council, since their job is to electrify these particular buildings.

**Mr. Nighbor:** It's a great point. In terms of supply of available fibre or available wood in Canada, there's lots of it. There's a huge opportunity. I think where the supply problem in Canada is still challenged is the manufacturing capacity in this cross-laminated timber, nail-laminated timber space. We don't want to be importing the manufactured product from the U.S. or from Austria, so in terms of fibre and wood access, it is not an issue. On manufacturing capacity, there is still work to do as demand continues to increase.

**Senator Wetston:** Thank you.

inférieur à 900 à l'échelle nationale. Je peux faire un suivi auprès du Conseil du bois qui se trouve au bout du corridor, afin de déterminer si nous pouvons décomposer ce total en chiffres pour Toronto.

Dans le secteur forestier, compte tenu en particulier du clivage entre les régions urbaines et les régions rurales et de l'urbanisation croissante du Canada, l'un des problèmes que nous rencontrons est la question de savoir comment joindre le public urbain pour lui faire comprendre ce qu'offre la foresterie et lui faire croire en cette industrie.

Il y a deux façons d'y parvenir. Premièrement, il y a la croissance de la foresterie urbaine, la compréhension du fait que les arbres urbains doivent être entretenus, pris en charge et gérés. Deuxièmement, il y a les bâtiments en bois du centre-ville de Toronto, de l'Université de Toronto et du Collège George Brown. Je pense que la présence de bâtiments en bois est très prometteuse pour nous, à bien des égards, car ils apparaissent dans les centres urbains. Cependant, je ferai un suivi en ce qui concerne les chiffres pour la région du Grand Toronto afin de vous permettre de les distinguer des chiffres nationaux.

**Le sénateur Wetston :** J'ai un suivi à faire, monsieur le président. J'aimerais faire ce suivi, parce que je m'intéresse aux questions d'offre et de demande associées à ce marché et, évidemment, cela vous intéresse aussi.

Je vous suggère simplement — et ce n'est qu'une suggestion, monsieur Nighbor — de communiquer avec certains des hauts fonctionnaires de la Toronto Hydro Corporation, car ils doivent électrifier tous ces immeubles, et ils seraient en mesure de vous fournir ces renseignements directement. Ils ne seront peut-être pas en mesure de vous dire quels sont les bâtiments en bois, car comme votre collègue l'a indiqué, je pense que tout bâtiment de plus de six étages est considéré comme un grand bâtiment, et il y a évidemment de grands bâtiments en bois. Il se pourrait que cette information, à laquelle s'ajoutent les renseignements obtenus auprès du Conseil canadien du bois, vous aide un peu puisque le travail de ces fonctionnaires consiste à électrifier ces bâtiments.

**M. Nighbor :** C'est un excellent point. En ce qui concerne l'approvisionnement en fibres ou en bois canadiens, il est énorme. Cela constitue un immense débouché. Je pense que le problème d'approvisionnement au Canada est toujours lié à la capacité de fabrication du bois stratifié-croisé et du bois stratifié cloué. Nous ne voulons pas importer ces produits manufacturés des États-Unis ou d'Autriche. Donc, l'accès aux fibres et au bois n'est pas problématique. En ce qui concerne la capacité de fabrication, il y a encore du travail à faire, car la demande continue d'augmenter.

**Le sénateur Wetston :** Merci.

**Senator C. Deacon:** Thank you to the witnesses. This has been a really important session.

You started your comments, Mr. Neighbor, by saying how Bill S-222 provides sort of a launchpad for bringing profile to this issue. Can you roll forward from this bill and just explain to us how you see it helping to catalyze an important strategic change in how we view forest products and forest management potentially in this country?

**Mr. Neighbor:** The first thing is we have to shake up how procurement is done. The people making procurement decisions need to be thinking at the front end about doing stuff differently. I see that as the biggest benefit here.

I have talked to my colleagues in cement and steel who said at the beginning when they saw this bill that it's wood only, we're going to fight that. Go ahead and fight it because for us it's not about wood only. All materials fit. But we have to fight a bit harder and smarter, because we're later to the party here. I see that as being the biggest opportunity.

Even with the design or engineering or the architectural community, we've got some people who are really all in on wood. We've got others who don't really know much about it, and we've got to get those people as well. So as we think about the extension of this, the other opportunities from this bill are to bring the possible to new minds who have not been thinking about us before.

Concurrent to that, it's still important for us at FPAC and others to continue to talk about why we can be proud of products coming from Canada's forests. We're among the best in the world. We should be proud of that, and we're not proud enough.

**Senator C. Deacon:** Your point on procurement is not limited to your sector, I hope you know that. Canadians don't like to procure from Canadians. We've got to fix that, culturally. Thank you very much.

Mr. Pelletier, do you have anything to add?

**Mr. Pelletier:** No, nothing to add here.

**Senator Simons:** As I was listening to your answers to Senators Wetston and Deacon, it strikes me that most of the examples that have been provided to us of wood construction of

**Le sénateur C. Deacon :** J'aimerais remercier les témoins. Cette séance est très importante.

Monsieur Neighbor, vous avez commencé vos observations en expliquant comment le projet de loi S-222 fournit une sorte de rampe de lancement pour mettre en évidence le problème qui nous occupe. Pouvez-vous nous projeter dans l'avenir et nous expliquer comment, selon vous, le projet de loi contribuera à déclencher un changement stratégique important dans la façon dont nous percevons potentiellement les produits forestiers et la gestion forestière au Canada?

**M. Neighbor :** La première chose à faire est de bouleverser la façon dont les achats sont effectués. Les personnes qui prennent les décisions en matière d'achat doivent réfléchir dès le départ à la manière de faire les choses différemment. Je pense que c'est là le plus grand avantage.

J'ai parlé à mes collègues des secteurs du ciment et de l'acier qui ont dit au début qu'ils allaient s'opposer au projet de loi, lorsqu'ils ont constaté que le projet de loi ne concernait que le bois. Allez-y, opposez-vous au projet de loi parce qu'en ce qui nous concerne, il ne s'agit pas seulement de bois. Tous les matériaux conviennent. Mais nous devons nous battre un peu plus fort et de manière plus intelligente, parce que nous sommes en retard dans ce domaine. Je considère cela comme la plus grande possibilité.

Même dans le milieu de la conception, de l'ingénierie ou de l'architecture, il y a des gens qui sont vraiment convaincus de la valeur du bois. Il y en a d'autres qui n'y connaissent pas grand-chose, et nous devons aussi informer ces personnes. Ainsi, alors que nous réfléchissons au prolongement du projet de loi, nous constatons que les autres possibilités qu'il offre consistent à faire connaître les possibilités à de nouveaux esprits qui n'ont pas encore pensé à nous.

Parallèlement à cela, il est toujours important que nous, les membres de l'APFC, et d'autres personnes continuons d'expliquer pourquoi nous pouvons être fiers des produits provenant des forêts canadiennes. Nous sommes parmi les meilleurs producteurs de bois du monde. Nous devrions en être fiers, mais nous ne le sommes pas assez.

**Le sénateur C. Deacon :** Votre observation sur l'approvisionnement ne se limite pas à votre secteur. J'espère que vous le savez. Les Canadiens n'aiment pas s'approvisionner auprès des Canadiens. Nous devons corriger cela du point de vue de la culture. Merci beaucoup.

Monsieur Pelletier, avez-vous quelque chose à ajouter?

**M. Pelletier :** Non, rien.

**La sénatrice Simons :** En écoutant les réponses que vous avez données aux sénateurs Wetston et Deacon, j'ai été frappée par le fait que la plupart des exemples de ce type de construction

this type have been public buildings, such as a dormitory residence at the University of British Columbia, school buildings in Toronto and the fire halls you've described. Clearly, the public sector has been more willing to experiment and pilot this kind of construction.

To follow up on your responses to Senators Deacon and Wetston, why have private sector projects not embraced this technology? Are the reasons economic, cultural or is it lack of information? It seems strange to me that we're not seeing the Ledorcs and the PCLs of this world embracing this kind of engineering technology.

Why is it that it is the public sector that is so overrepresented in the building stock we're talking about?

**Mr. Nighbor:** That's a really good question. Codes have lagged; we've been really slow. There was just an announcement last week of a commercial multi-office complex in the Leaside part of Toronto that will be going up. That was announced with much fanfare a week or two ago.

Another thing is where you see the leadership, provincially, in terms of building with wood, it was in Quebec and British Columbia, two very forestry-dominant provinces. They asked what they could do to kickstart and drive benefits here at home for this industry. That was hugely successful, and other provinces have followed.

I think the reason the public sector has been more in front of this is because we've seen interest in maximizing and promoting local forestry, which means more stumpage fees and more revenues for provincial, federal and municipal governments. That's great news. I think it's also because there have been demonstration projects and money has gone to promote them. Now as building codes are getting up to speed and modernizing, it's going to create more opportunities in the private sector.

But it's a really good observation that I had not actually thought about.

**Senator Simons:** Thank you very much to both our witnesses.

**The Chair:** Thank you very much. As there are no more questions, Mr. Pelletier and Mr. Nighbor, thank you very much for joining us today and for your participation. We appreciate you contributing to our discussion, and your assistance on this bill is appreciated.

en bois qui nous ont été cités étaient des bâtiments publics, comme une résidence de l'Université de la Colombie-Britannique, des bâtiments scolaires à Toronto et les casernes de pompiers que vous avez décrites. Il est clair que le secteur public a été plus disposé à essayer de construire ce type de bâtiments et à entreprendre des projets pilotes à cet égard.

Pour faire suite aux réponses que vous avez données aux sénateurs Deacon et Wetston, pourquoi le secteur privé n'a-t-il pas adopté cette technologie pour ces projets de construction? Les raisons sont-elles de nature économique ou culturelle, ou s'agit-il d'un manque d'information? Il me semble étrange que les entreprises de ce secteur, comme Ledorcor et PCL, n'adoptent pas ce genre de technologie d'ingénierie.

Comment se fait-il que le secteur public soit tellement surreprésenté dans le parc immobilier dont nous parlons?

**M. Nighbor :** C'est une très bonne question. Les codes accusent du retard; nous avons été vraiment lents à cet égard. La semaine dernière, la construction d'un complexe commercial contenant plusieurs bureaux, dans le quartier Leaside de Toronto, a été annoncée. Ce projet a été annoncé en grande pompe il y a une semaine ou deux.

Par ailleurs, le leadership provincial en matière de construction en bois s'est manifesté au Québec et en Colombie-Britannique, deux provinces qui dominent le secteur forestier. Elles se sont demandé ce qu'elles pouvaient faire pour donner un coup de fouet à cette industrie et en tirer des avantages chez elles. Cette initiative a connu un énorme succès, et d'autres provinces ont suivi.

Je pense que le secteur public s'est montré plus actif dans ce domaine parce que nous avons remarqué qu'il souhaitait maximiser et promouvoir la foresterie locale, ce qui entraîne un accroissement des droits de coupe et des revenus que perçoivent les gouvernements fédéral, provinciaux et municipaux. C'est une excellente nouvelle. Je pense que c'est aussi attribuable au fait qu'il y a eu des projets de démonstration et que des fonds ont été consacrés à leur promotion. Maintenant que les codes du bâtiment sont en train d'être actualisés et modernisés, cela créera plus de débouchés dans le secteur privé.

Mais il s'agit là d'une excellente observation à laquelle je n'avais pas vraiment pensé.

**La sénatrice Simons :** Je remercie infiniment nos deux témoins.

**Le président :** Merci beaucoup. Messieurs Pelletier et Nighbor, comme les sénateurs n'ont plus de questions à vous poser, je vous remercie du fond du cœur de vous être joints à nous aujourd'hui et d'avoir participé à la séance. Nous vous sommes reconnaissants de votre contribution à notre discussion et de l'aide que vous nous avez apportée dans le cadre de notre étude du projet de loi.

I want to thank my fellow senators for their active participation and very thoughtful questions. Thank you very much.

Colleagues, at this time, are there any objections that the committee proceed to clause-by-clause consideration of Bill S-222, an Act to amend the Department of Public Works and Government Services Act (use of wood)?

I hear none. It is agreed. I'll move through this, then.

Shall the title stand postponed? Agreed or not?

**Some Hon. Senators:** Agreed.

**The Chair:** Shall clause 1 carry?

I understand Senator Quinn may have an amendment.

**Senator Quinn:** I'm filling in and am a rookie here. I'm filling in for Senator Griffin, and hers are big shoes to fill. But the motion I have is:

That Bill S-222 be amended in clause 1, on page 1, by replacing line 10 of the English version with the following:

“ter shall consider any potential reduction in greenhouse”.

**The Chair:** Do you want to speak to it, Senator Quinn?

**Senator Quinn:** Yes, I would like to do that.

As I said, it's a great honour for me to fill in for Senator Griffin. Building on what Senator Deacon said, this has been so interesting for me to sit in on. What a great group of colleagues. I've been called up from the minors to fill some big shoes from Senator Griffin.

My role today is to move this small amendment on behalf of our retired colleague Senator Griffin. As we heard from Public Service and Procurement Canada's answer to Senator Griffin at the last meeting, it is their view, on advice from legal services, that the word “must” in the phrase “the minister must consider” should be changed to “shall” to ensure terminology alignment with the remainder of the Department of Public Works and Government Services Act.

It is Senator Griffin's preference that this amendment occur in the Senate rather than in the House of Commons to avoid any potential delays with the Senate concurring in a

Je tiens à remercier mes collègues sénateurs de leur participation active et de leurs questions très réfléchies. Merci beaucoup.

Chers collègues, à ce stade, y a-t-il des objections à ce que le comité procède à l'étude article par article du projet de loi S-222, Loi modifiant la Loi sur le ministère des Travaux publics et des Services gouvernementaux (utilisation du bois)?

Puisqu'il n'y a pas d'objection, le Comité est d'accord. Je vais donc passer en revue les dispositions du projet de loi.

L'étude du titre est-elle reportée? Oui ou non?

**Des voix :** Oui.

**Le président :** L'article 1 est-il adopté?

Je crois comprendre que le sénateur Quinn a peut-être un amendement à proposer.

**Le sénateur Quinn :** Je suis un membre suppléant et un débutant au sein de votre comité. Je remplace la sénatrice Griffin, et c'est un grand vide à combler. La motion devant moi est la suivante :

Que le projet de loi S-222 soit modifié à l'article 1, à la page 1, par substitution, à la ligne 10 de la version anglaise, de ce qui suit :

« ter shall consider any potential reduction in greenhouse ».

**Le président :** Souhaitez-vous parler de la motion, sénateur Quinn?

**Le sénateur Quinn :** Oui, j'aimerais le faire.

Comme je l'ai indiqué, c'est un grand honneur pour moi de remplacer la sénatrice Griffin. Pour faire suite à ce que le sénateur Deacon a déclaré, j'ai trouvé très intéressant de participer à cette réunion. Quel merveilleux groupe de collègues. J'ai été tiré des ligues mineures pour remplacer la sénatrice Griffin.

Mon rôle aujourd'hui consiste à proposer ce petit amendement au nom de notre collègue retraitée, la sénatrice Griffin. Comme nous l'avons entendu au cours de la dernière réunion, dans la réponse que Services publics et Approvisionnement Canada a adressée à la sénatrice Griffin, les fonctionnaires de ce ministère, suivant les conseils des services juridiques, sont d'avis que, dans la version anglaise du projet de loi, le mot « must » devrait être remplacé par le mot « shall » dans la phrase « the minister must consider », afin de veiller à ce que la terminologie coïncide avec le reste de la Loi sur le ministère des Travaux publics et des Services gouvernementaux.

La sénatrice Griffin préfère que cette modification soit apportée au Sénat plutôt qu'à la Chambre des communes, afin d'éviter tout retard possible lié à l'adoption par le Sénat

Commons amendment. I'm simply here to facilitate that request, and I thank all of you for allowing me to do that.

**The Chair:** So we're moving on to debate on this, then. I do see a question.

**Senator Cotter:** I was hoping to enter debate just to express support for the amendment, if this is the appropriate time to do so.

**The Chair:** Yes, it is.

**Senator Cotter:** Along the lines that Senator Quinn observed, I think the word "shall" is more consistent with typical legislative drafting in terms of the directive or discretionary nature of verbs in legislation. I wanted to intervene to indicate my support for the amendment.

**The Chair:** Is there any further debate? Seeing none, are there any objections that the amendment be adopted? Seeing none and hearing none, the amendment is adopted.

Shall clause 1, as amended, carry?

Are there any objections? Seeing none, it carries.

Shall the title carry?

**Some Hon. Senators:** Agreed.

**The Chair:** Does the committee wish to consider appending observations to this report? If so, then I believe we need to move in camera to discuss the text of those observations. Very well. We will go in camera.

(The committee continued in camera.)

d'une modification apportée par la Chambre des communes. Je suis simplement ici pour faciliter cette demande, et je vous remercie tous de me permettre de le faire.

**Le président :** Nous passons donc au débat sur l'amendement. Je vois que quelqu'un a une question à poser.

**Le sénateur Cotter :** J'espérais participer au débat simplement pour appuyer l'amendement, si c'est le moment approprié de le faire.

**Le président :** Oui, ça l'est.

**Le sénateur Cotter :** Comme l'a fait remarquer le sénateur Quinn, je pense que le mot « shall » est plus conforme à la rédaction législative typique, en ce qui concerne la nature directive ou discrétionnaire des verbes utilisés dans les lois. Je souhaitais intervenir pour indiquer mon appui à l'amendement.

**Le président :** D'autres sénateurs souhaitent-ils débattre de l'amendement? Puisqu'aucun sénateur ne le souhaite, y a-t-il des objections à ce que l'amendement soit adopté? Puisqu'il n'y en a aucune, l'amendement est adopté.

L'article 1 modifié est-il adopté?

Y a-t-il des objections? Puisqu'il n'y en a pas, l'article 1 modifié est adopté.

Le titre est-il adopté?

**Des voix :** Oui.

**Le président :** Le comité souhaite-t-il envisager d'annexer des observations au rapport? Si c'est le cas, je crois que nous devrons passer à huis clos pour discuter de la formulation de ces observations. Très bien. La séance se poursuit à huis clos.

(La séance se poursuit à huis clos.)